

LE GRAND SOIR

mercredi 23 octobre 2013

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



"Les conditions ne sont pas encore réunies pour des négociations de paix avec l'opposition"

## **Entrevue avec le président Bachar Al-Assad par "al-Mayadine" (Sana.sy)**

A. Chatta, R.B. et L.A (Sana.Sy)

**Le président Bachar al-Assad a jugé qu'une véritable opposition est une structure politique qui a une base populaire et un programme politique clair qui n'est pas imposé par des mercenaires venant de l'étranger, qui n'accepte pas d'intervention étrangère et qui n'est pas armée.**

**Dans une interview qu'il a accordée à la chaîne satellitaire "al-Mayadine", le président al-Assad a dit : *"Nous n'avons pas de problème pour engager un dialogue avec n'importe quelle partie à condition qu'elle s'écarte du terrorisme et ne sollicite pas l'ingérence militaire ou la politique étrangère en Syrie"*.**

Le président al-Assad a souligné en outre, que ce qui s'était passé en Syrie est complètement différent de ce qui s'était produit en Tunisie et en Égypte, évoquant dans ce sens l'ingérence étrangère, le financement des terroristes en leur fournissant de l'argent, des armes et en les aidant à s'introduire en Syrie pour provoquer le chaos.

Quant aux revendications légitimes d'une partie importante du peuple syrien pour le changement et la réforme, le président al-Assad a fait savoir que cette partie n'avait pas agi au début de la crise, mais elle l'avait fait après des semaines et des mois en croyant que ce qui s'est déroulé en Syrie était un pas vers la démocratie, *"mais ces mêmes forces s'étaient rétractées et avaient laissé la rue aux mercenaires et ensuite aux terroristes et aux extrémistes"*, a-t-il précisé.

Le président al-Assad a évoqué les phases de la crise en Syrie en commençant par la provocation, en passant par les soutiens financiers pour organiser des manifestations et l'entrée des hommes armés, jusqu'à l'affrontement avec al-Qaïda et ses branches, dont l'État Islamique en Irak et au Levant.

Le président al-Assad a indiqué que la provocation avait commencé de l'extérieur, et *"elle s'est heurtée au refus de l'intérieur"*, a-t-il souligné.

Répondant à une question sur la présence d'une vraie opposition syrienne ayant des positions nationales, le président al-Assad a dit : *" Les gens dans tous les pays du monde, même s'ils étaient petits, n'ont pas la même position sur une politique donnée. C'est normale qu'il y ait de différents courants, mais l'opposition est un concept et une structure politique ayant une base populaire et un programme politique clair, l'opposition est une structure intérieure, mais pas de mercenaires venus de l'extérieur. Elle n'admet pas l'ingérence étrangère et ne porte point l'Arme. Quand cette opposition est armée, elle se mue en terrorisme"*.

À la question de savoir si la Syrie est visée pour sa stratégie extérieure et ses positions bien connues, le président al-Assad a indiqué que la Syrie était depuis des décennies sous la pression et la menace.

Questionné sur la raison qui est derrière la présence accrue d'extrémistes et de takfiris en Syrie qui est un État laïc, le président al-Assad a affirmé qu'être laïc ne signifie pas n'a pas avoir de foyers d'extrémisme qui se trouvaient depuis des décennies et qui a été ravivé rapidement après les incidents de 11 septembre.

Le président al-Assad a précisé, à cet effet, que la crise a affaibli l'influence de l'État dans nombre de régions dans le pays, la chose qui a permis aux extrémistes de remplir le vide et de créer une couveuse afin de s'étendre.

À la question de savoir si la Syrie avait traité directement avec les États-Unis, de même qu'avec des pays européens, au sujet de la lutte contre l'extrémisme à l'époque des incidents de 11 septembre, le président al-Assad a répondu : *"En 1985, suite aux opérations terroristes exécutées par les Frères Musulmans en Syrie, on a proposé la question de l'alliance pour la lutte contre le terrorisme, mais à l'époque, personne ne s'y était intéressée"*.

Et le président al-Assad de poursuivre : *"Nous avons traité avec la majorité des pays du monde quant à la lutte contre le terrorisme, y compris les États-Unis, avec qui la collaboration a été élargie après les incidents de 11 septembre"*.

Concernant l'appui direct et indirect des États-Unis aux groupes terroristes en Syrie, le président al-Assad a fait remarquer qu'on ne dispose pas de preuves sur un appui américain direct à al-Qaïda. *"Or, quand l'administration américaine assure une couverture politique au chaos et au terrorisme en Syrie, elle les soutient directement. C'étaient les politiques des États-Unis et de l'Europe, que ce soit d'une manière préméditée ou pas, qui avaient contribué à l'afflux d'al-Qaïda en Syrie"*, a dit le président al-Assad.

À la question de savoir si la Syrie s'attache à des relations normales avec les États-Unis en cas du règlement de la crise en Syrie, le président al-Assad a indiqué que les États-Unis ont de grande puissance et influent sur les

événements dans le monde, estimant qu'il est important de nouer avec eux des relations servant *"nos propres intérêts"*.

Quant au fait que le gouvernement syrien assume la responsabilité de la recrudescence du terrorisme et du takfirisme en Syrie, le président al-Assad a affirmé que la Syrie ne soutenait guère le terrorisme et qu'elle était toujours en conflit contre ce phénomène.

De même, le président al-Assad a fait savoir que la Syrie était uniquement un passage pour les terroristes depuis le Liban vers l'Irak et vice-versa, et avait toujours œuvré pour fermer ce passage via des opérations de renseignements.

*"Après le début de la crise en Syrie, la situation sécuritaire en Syrie a changé, ce qui a poussé al-Qaïda à faire de la Syrie la cible du Djihad"*, a-t-il souligné.

Et le président al-Assad d'ajouter : *"Le terrorisme n'a rien à voir avec la résistance, les terroristes dont je parle, en particulier al-Qaïda, n'avaient fait aucune opération contre les Américains en Irak ; leurs opérations avaient un aspect confessionnel dans ce pays"*.

Abordant les tentatives des États-Unis d'encourager ou d'intimider la Syrie, le président al-Assad a précisé que la première fut la promesse, non tenue, de lancer un processus de paix pour récupérer le Golan occupé, notamment après la participation de la Syrie à la guerre de la libération du Koweït, alors que la 2ème fut l'isolement et les sanctions imposées à la Syrie.

Répondant à une question sur le début de l'entrée des armes en Syrie, le président al-Assad a spécifié qu'elles se trouvaient en Syrie après l'invasion de l'Irak, et peut-être avant, mais que l'usage de ces armes pendant la crise avait commencé dès le 1er jour où nombre d'agents de police étaient tombés en martyr.

Le président al-Assad a dénoncé le Qatar et la Turquie qui avaient soutenu les groupes terroristes dès le début de la crise, soulignant que l'appui du Qatar s'est fait par financement, alors que celui de la Turquie était logistique.

Quant à l'implication de la Jordanie dans l'appui aux terroristes, le président al-Assad a indiqué que la Jordanie était au début loin de cet appui, mais elle s'y impliqua depuis moins d'un an.

Faisant la différence entre opposition intérieure et extérieure, le président al-Assad a assuré que l'opposition nationale doit être intérieure et que la majorité de l'opposition extérieure sont les Frères Musulmans qui sont, selon nos concepts, un groupe terroriste.

Le président al-Assad a indiqué que l'expérience de la Syrie avec les Frères Musulmans était pleine de terrorisme depuis les années 50 jusqu'à présent,

soulignant que la constitution syrienne n'autorise pas la formation des partis sous des bases ethniques ou religieuses nuisant à l'intérêt national.

À une question sur les groupes d'opposition en général et si l'armée libre ou les dissidents de l'armée syrienne pourraient rejoindre à nouveau la patrie, le président al-Assad a indiqué que pour être plus précis ce sont des fugitifs, la dissidence est une question plus vaste qui dépend des institutions et non pas de la fuite d'une personne qui n'est pas dissidente. Ce sont des gens qui ont pris la fuite pour différentes raisons mais certains avaient regagné l'État et combattaient au sein de l'armée et d'autres sont tombés en martyrs pendant les derniers mois.

Abordant l'initiative russe, le président al-Assad a indiqué qu'elle avait eu pour but d'éviter toute action militaire pour déplacer la question syrienne du cadre militaire au cadre politique. *"L'initiative russe était une partie des instruments syriens et russes pour le renforcement du nouveau équilibre international d'une façon qui sert les intérêts syriens"*, a-t-il poursuivi.

Le président al-Assad a précisé qu'il était nécessaire pour la Syrie de répondre favorablement à ladite initiative, compte tenu que la production d'armes chimiques a été suspendue en Syrie depuis l'année 1997 et que la Syrie avait proposé en 2003 l'initiative de faire démunir la région du Moyen-Orient des armes de destruction massive.

À propos de la conférence de Genève, le président al-Assad a affirmé que les conditions n'étaient pas encore réunies pour des négociations de paix avec l'opposition. *"Aucune date n'a été fixée et les conditions ne sont pas encore réunies si nous voulons que la conférence Genève 2 réussisse"*, a-t-il expliqué. *"Quelles sont les forces qui y prendront part ? Quel lien ont-elles avec le peuple syrien ? Ces forces représentent-elles le peuple syrien ou bien les États qui les ont créés ?"* », s'est-il interrogé. *"La solution au conflit doit être une solution syrienne par excellence"*, a-t-il martelé.

*"La Syrie n'avait pas de problème avec la conférence de Genève si cette conférence avait arrêté le financement des terroristes... Le problème syrien n'est pas aussi compliqué comme certains essaient de faire paraître, les complications proviennent de l'ingérence extérieure... En réalité ce ne sont pas des complications mais une tentative de jeter l'huile sur le feu"*.

Concernant Lakhdar Brahimi, émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, le président al-Assad lui a demandé de ne pas dévier du cadre de sa mission, l'appelant à être neutre. *"Nous lui demandons de respecter sa mission, de ne pas dévier du cadre de sa mission"*.

*"Il a été chargé de la médiation, le médiateur doit être neutre. Il ne devrait pas faire les tâches qui lui ont été assignées par d'autres pays, mais se concentrer sur le processus du dialogue entre les parties en conflit sur le terrain"*, a-t-il indiqué.

Le président al-Assad a accusé la Ligue arabe de commercialiser les guerres aux Arabes et de donner la couverture à la guerre et aux menaces américaines contre la Syrie.

Le président al-Assad a fustigé l'Arabie Saoudite *"qui exécute en toute honnêteté les politiques des États-Unis, l'accusant de soutenir en fonds et armes les groupes terroristes en Syrie"*.

Concernant la politique du Liban de se mettre à l'écart et s'il était sérieux, le président al-Assad a souligné que le Liban n'adoptait pas une telle politique d'autant plus qu'il a permis aux terroristes et aux armes de passer via les frontières syro-libanaises en vue de contribuer à l'attisement du feu.

À une question sur l'ingérence du Hezbollah en Syrie, le président al-Assad a expliqué que le Hezbollah défend la résistance qui doit être protégée dans toutes les directions en cas d'agression. *"L'agression contre la Syrie était contre la méthode de la Syrie qui est résistante soit pour la Syrie, soit pour l'Iran ou pour la résistance, alors toutes ces parties sont concernées par la défense de la ligne résistante"*, a-t-il indiqué, précisant que la position de la Syrie à l'égard du Hezbollah est ouverte.

Sur la raison à propos de la détérioration dramatique des relations avec le Hamas, le président al-Assad a répondu qu'il faut poser cette question au Hamas. *"Nous avons appuyé Hamas en tant que mouvement de résistance mais s'il a décidé d'être des /Frères musulmans/, on n'a pas besoin franchement de cette relation"*.

Le président al-Assad a en outre, précisé que l'armée réalise une progression grâce à plusieurs éléments dont le plus important est à l'intérieur où les terroristes ont perdu beaucoup de points de force, dont la contagion populaire.

À propos du rapprochement entre l'Iran et les États-Unis, le président al-Assad a indiqué qu'il se félicite de tout rapprochement entre l'Iran et n'importe quel État dans le monde qui sert les causes de la région si l'autre partie était sincère dans cette approche.

Sur sa candidature aux élections présidentielles 2014, le président al-Assad a dit notamment : *"Ma réponse dépend de deux facteurs : le premier est le désir personnel, et le second est la volonté du peuple. Pour le premier point, je ne vois aucune raison qui m'empêche de me présenter aux prochaines élections. Pour le deuxième, il est prématuré d'en parler, il sera discuté au moment de l'annonce de la date des élections."*

Le président al-Assad a mis en garde contre l'extrémisme religieux qui constitue *"le plus grand danger à affronter, auquel cas toutes autres procédures seront mises en échec"*.

Le président al-Assad a enfin déclaré que ce qui se déroule actuellement est dû au déséquilibre entre l'arabisme et l'Islam auquel les frères musulmans avaient principalement contribué depuis les années "50".

*"En fait la relation normale entre l'arabisme et l'islamisme crée l'équilibre pour les autres nationalités et religions mais sans les annuler. Toutes les religions sont importantes ainsi que toutes les communautés et les nationalités. L'appartenance la plus importante pour tout citoyen dans la région arabe sont l'arabisme et l'Islam... Avec la compréhension inclusive du lien entre ces différents éléments sans intolérance, pour accueillir tout le monde, on pourrait aller de l'avant et présenter aux générations un avenir stable et prospère", a-t-il conclu.*

**A. Chatta, R.B. et L.A.**, Damas, Lundi 21 octobre 2013.

---

NdE : Source VO [Sana.sy](http://Sana.sy)

SANA : Agence de Presse Arabe Syrienne

<http://213.178.225.235/fra/51/2013/10/21/508356.htm>

<http://www.legrandsoir.info/interview-al-assad-les-conditions-n-etaient-pas-encore-reunies-pour-des-negociations-de-paix-avec-l-opposition-sana-sy.html>